

CE MONDE QUI BOUGE

## Peste brune en Europe et contre-révolution en marche en Amérique latine

«Moi qui suis un étranger "visible", parce que Noir, j'ai senti le racisme surtout durant ces trois dernières années. Si bien que j'ai peur, ainsi que les 10 000 Africains vivant dans ce pays. J'ai été souvent contrôlé sans raison aucune, parfois devant mes élèves, lesquels ont dû intervenir.» Ainsi s'exprimait, il y a déjà plus de 16 ans, Damien Agbogbe, professeur de français, d'origine africaine (Togo) et de nationalité autrichienne,



Par Hassane Zerrouky  
hzerrouky@hotmail.com

dans un témoignage accablant que j'avais recueilli dans l'*Humanité* du 15 février 2000. Et d'ajouter : «Durant la campagne électorale, sur les panneaux électoraux du parti de Haider, les Africains étaient présentés comme des gens dangereux, afin de susciter la peur chez les Autrichiens.» Depuis, rien ne semble avoir changé. L'extrême-droite est toujours aussi présente mais avec un visage lisse et avenant, celui de son leader Norbert Hofer, encore membre d'honneur de Marko-Germania (corporation étudiante pangermanique, tout un programme). Dimanche, il s'en est fallu de peu pour qu'il remporte l'élection présidentielle : il a été devancé à l'arraché (31 000 voix) par le candidat écologiste Alexander Van der Bellen, désormais nouveau chancelier autrichien.

L'Autriche, qui a donc failli passer sous le joug de l'extrême-droite, ne fait pas figure d'exception en Europe. Depuis quelques années déjà, les idées d'extrême-droite et fascisantes sont en train de progresser sur d'autres parties du continent européen. En attestent les scores réalisés aux dernières élections par les formations de l'ultra-droite nationaliste et xénophobe : plus de 37% de voix en Pologne, 27% en France, 21% en Belgique et en Finlande, 17% en Norvège, plus de 10% en Hollande et de 30% en Suisse, plus de 20% dans deux landers en Allemagne et plus de 65% en Hongrie. Amnésie mémorielle aidant, les rappels sur le passé nazi de l'Autriche ne semblent avoir eu aucun effet sur une moitié des électeurs. En revanche, malgré la crise et la récession qui la frappent durement, l'Europe du Sud - Espagne (0,2%), Portugal (0,3%) et Grèce - échappe à ce vent de peste brune.

Participant plus du brouillage de repères que de l'indispensable clarté politico-idéologique, d'aucuns se livrent à de savantes classifications et à des distinctions entre les formations ouvertement fascistes et néonazies et des partis tels que le Front national(FN) français, le PVV hollandais, le FPÖ autrichien, l'UDC suisse ou la Ligue du Nord italienne, classés comme ultraconservateurs, xénophobes, voire quelque peu racistes, mais susceptibles, se risquent à dire certains, d'évoluer, voire d'adoucir leur ligne. C'est du moins ce qu'on observe en France à l'égard de Marine Le Pen. Mais, sur de nombreux thèmes - l'immigration «massive», l'islam assimilé au terrorisme, l'identité dite nationale ou européenne...- la frontière est tenue entre les partis se réclamant du nazisme et ceux se revendiquant de l'ultra-droite extrême dite «décomplexée». Aussi ne sert-il à rien de coller aux thèses prônées par l'extrême-droite sur l'immigration et la menace terroriste, comme le fait un Nicolas Sarkozy, car au final dans un pays comme la France, une partie des électeurs de droite préférera l'original (le FN) à la copie. Autre situation préoccupante, c'est cette contre-révolution en marche en Amérique latine après quinze ans de gouvernance de gauche dans au moins neuf pays. Retour de la droite aux affaires en Argentine, coup d'Etat institutionnel contre la Présidente Dilma Rousseff au Brésil et le Venezuela qui risque de tomber comme un fruit mûr entre les mains d'une droite rêvant de revanche de classe. Et ce, après avoir connu sous la gouvernance des partis de gauche et progressistes une prospérité sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine avec des taux de croissance oscillant entre 4 et 7% durant les dix dernières années et un recul de la pauvreté et du chômage. A titre d'exemple, selon la Banque mondiale, le Venezuela a réduit la pauvreté de 22 %, la Bolivie de plus de 30%, le Brésil de 14%. Mais ces avancées sociales ont progressivement été réduites, en raison de la dépendance des économies latino-américaines (produits énergétiques, minerais et denrées agricoles représentent près de 60% du total de leurs exportations) dans le contexte d'une dégradation de la conjoncture économique internationale (et de pressions de la finance internationale) induisant de fortes tensions inflationnistes, conjuguée à une corruption restée endémique et aux incohérences des politiques économiques. La crédibilité des pouvoirs de gauche en a pris un coup et cela a redonné espoir aux forces réactionnaires et putschistes qui contrôlent la quasi-totalité des médias lourds et qui n'ont jamais accepté les politiques sociales redistributives des richesses ni l'accès des couches démunies à l'éducation et à la santé. Pour l'heure, malgré un début de réaction populaire au Brésil notamment, seuls l'Equateur de Rafael Correa et la Bolivie d'Evo Morales semblent échapper à cette contre-révolution. Mais pour combien de temps ?

H. Z.

## COLLOQUE AU PARLEMENT EUROPÉEN À BRUXELLES SUR LE PILLAGE DES RESSOURCES NATURELLES DU SAHARA OCCIDENTAL

# «Made in conflict, goods from Western Sahara»

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

**Le Parlement européen (PE) a abrité mardi un colloque sur les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice européenne de décembre 2015 sur l'accord agricole UE-Maroc.**

Organisé par des eurodéputés du Groupe socialiste, le symposium a pu écouter plusieurs intervenants, experts, spécialistes, hommes et femmes de droit sur la question. Parmi eux, Ingolfur Friorikson, Premier secrétaire de l'ambassade d'Islande à Bruxelles et membre de la mission islandaise auprès de l'Union européenne, qui a évoqué «la légalité internationale et les perspectives politiques». Sara Eyckmans, coordinatrice des Réseaux de protection des ressources naturelles du Sahara occidental, Mohamed El Baikam de l'Association de défense des richesses halieutiques de la ville sahraouie occupée Dakhla (Fisheries Association in Dakhla) et Andres Gon Gora, responsable du secteur des fruits et légumes de l'Union espagnole du commerce agricole (Spanish Trade Union) ont été, en quelque sorte, les témoins à charge du Maroc dans sa politique - planifiée - du pillage des ressources naturelles du Sahara occidental, tant halieutiques, agricoles, archéologiques, minières, historiques, ou autre.

Il n'est pas jusqu'aux traces mémorielles de la civilisation sahraouie que le colonialisme marocain n'ait voulu élimi-



Les Sahraouis victimes du brigandage marocain.

ner et ou phagocyter. Les participants au séminaire, tant les intervenants que l'auditoire, connaisseur, trié sur le volet, ont volontairement évité les formules à l'emporte-pièce ou les déclarations inutiles. L'objectif était et est toujours d'amener l'Union européenne à appliquer, dans les plus brefs délais et sans triche, l'arrêt des magistrats de Luxembourg invalidant l'accord agricole passé avec Rabat parce qu'englobant le Sahara occidental, territoire non-autonome, relevant de la doctrine des Nations-Unies en matière de décolonisation. C'est d'autant plus conséquent pour Bruxelles parce qu'il permet l'anticipation sur les arrangements halieutiques contractés avec le Maroc incluant la façade maritime du Sahara occidental et qui, nul doute, subissent le même triste sort que le brigandage sur les fruits et légumes. La Cour de justice européenne cassera pour les mêmes raisons l'accord halieutique conclu avec le Maroc. La jurisprudence est ce qu'elle est en Europe. Il est vrai

que la Commission européenne sous pression française a introduit un recours pour éviter l'application de l'arrêt rendu par les magistrats de Luxembourg. Les premiers signaux qui parviennent aux décideurs de l'UE laissent apparaître un scepticisme grandissant chez ceux qui attendent que quelque chose bouge en faveur de la continuité des actes de brigandage, hors la loi européenne, hors de la légalité internationale et contraire aux valeurs et à l'éthique que le Vieux Continent ne cesse d'évoquer s'agissant des autres. Sur le dossier sahraoui, la Commission européenne, le gouvernement de l'Union en définitive, ne peut plus continuer d'assister le cambrioleur (Maroc) et de pleurer avec sa victime (le peuple sahraoui) (tesraq maâ essaraq ou tebki maâ mouleddar).

Le thème du symposium d'avant-hier à Bruxelles est à lui seul significatif «Made in conflict goods from Western Sahara».

A. M.

## 5<sup>e</sup> SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LES IDE À L'UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

# Les limites des zones franches

**«Peut-on considérer les zones franches industrielles d'exportation comme des solutions urgentistes, permettant d'accélérer la croissance économique par le biais d'attraction industrielle engendrant l'augmentation du niveau des exportations ?» C'est la question que se sont posée les responsables de la Faculté des sciences économiques, commerciales et des Sciences de gestion de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès (FSECG/UMBB) qui ont mis en chantier le 5<sup>e</sup> séminaire international sur les investissements directs étrangers IDE (25 et 26 mai).**

Pour esquisser une réponse, voire adopter des recommandations à transmettre au gouvernement, les organisateurs ont mis en débat pour la session de 2016, le thème concernant : les investissements directs étrangers et l'avenir des zones franches industrielles d'exportation. Une pléiade d'experts et d'universitaires locaux ou étrangers ont été associés aux discussions qui se déroulent à la salle de

conférences (ex-INH) de l'UMBB. Deux experts français ont présenté deux expériences. Le premier, géographe à l'université de La Réunion, spécialisé dans les économies globalisées, a exposé l'expérience dans le secteur des zones franches de l'île Maurice et de la République Dominicaine. Selon lui, les populations des deux pays n'étaient que des peuples d'origine agricole qui vivaient dans la précarité. Avec les zones franches dont les programmes ont été lancés à la fin des années 1960 début des années 1970 ont permis aux citoyens de ces deux pays de trouver du travail et aux deux pays de s'urbaniser. Mais les deux pays ont perdu leurs souverainetés respectives sur un certain nombre de choses.

L'expert cite le cas de carrière de pierres précieuses de la République Dominicaine dont le pays n'a plus aucun contrôle. Justement, l'expert algérien Mebarek Malek Serrai, que les organisateurs ont présenté comme expert onusien et conseiller à la présidence de la République avertit : «L'Algérie est visée pour ses espaces et surtout son potentiel économique, tout particulièrement ses matières premières situées au Sud du pays.» Cependant, Serrai n'est pas allé jusqu'à dire non aux zones franches. «L'Algérie a une superficie de deux millions de mètres carrés et elle a un potentiel d'universitaires. Toute l'Algérie pourrait être une zone franche.»

Justement, il était question d'instituer des zones franches en Algérie.

Le projet datait de plusieurs décennies. A ce jour, aucune zone franche n'a vu le jour. Quelles sont les raisons de cette annulation qui ne dit pas son nom ? La question a été posée à l'expert Serrai. «Les raisons de ce report sont d'ordre social, sécuritaire, d'orientation économique selon les décennies. Par la suite, nous avons vécu la décennie noire.

De plus, quand on vivait une économie socialiste, on ne pouvait pas installer des zones franches qui soit l'opposition même du système socialiste. Dès lors, la priorité du gouvernement est orientée vers le règlement des problèmes du marché algérien. Nous avons effectivement de grandes contradictions dans ce marché en termes de prix, de distribution, de production, d'avantages fiscaux. Une fois ces tensions régulées, nous pourrions aller vers les zones franches.» Est-ce qu'il y a une échéance probable pour l'installation de ces zones ?

«Actuellement, la situation sécuritaire est bonne, l'Algérie peut instituer ces zones franches. Mais il ne faut pas trop compter sur ces zones. Ce n'est pas la stratégie du pays. La stratégie, c'est la mise en valeur de ses ressources naturelles, car nous en avons un capital énorme, dans le Sud notamment», conclura notre interlocuteur.

Abachi L.